



La Soupe au caillou

Des nouvelles du Collectif pour un Québec sans pauvreté

11 avril 2007

Par l'équipe du Collectif

Numéro 262

Le comité vigile et la campagne électorale



Être actif dans la lutte !

Au mois de février dernier, alors que les rumeurs d'élections se faisaient de plus en plus persistantes, le Collectif a mis sur pied un petit groupe axé sur l'information, la discussion et la réflexion autour de la question de la lutte à la pauvreté en tant qu'enjeu électoral majeur. Ce comité de « vigile » électorale était constitué majoritairement de personnes en situation de pauvreté, jeunes et moins jeunes, politisées ou simplement curieuses de la chose politique. Une dizaine de personnes ont participé aux réunions hebdomadaires du comité, ainsi qu'à des activités ponctuelles comme l'écoute collective du débat des chefs et de la soirée des élections.

Outre l'intérêt de suivre intensivement la campagne électorale, les personnes sont arrivées chacune avec leur bagage et leurs motivations. En voici quelques-unes : « Je ne me sens pas assez politisée, je veux combler des lacunes à ce niveau. » « Je suis concernée comme étudiante et je veux être cohérente avec les valeurs du travail social, mon domaine d'études. » « Je veux décortiquer le discours, les non-dits, comprendre ce qui est dit, voter en connaissance de cause, faire un choix éclairé. »



« Au comité vigile nous nous sommes sentis comme des citoyenNes à part entière. »

Un membre du comité

Se plonger dans le sujet

Le comité s'est rapidement plongé dans le bain de la politique québécoise en analysant le budget du Québec lors du huis clos du 20 février dernier. Cette analyse lui a permis de constater qu'il n'y avait dans ce budget aucune mesure pour réduire les écarts entre les plus riches et les plus pauvres; au contraire, on y prévoyait des baisses d'impôts qui, aussi minimales soient-elles, ont comme première caractéristique d'augmenter ces écarts.

Le cynisme politique qui touche une large part de la population québécoise a été tout aussi présent dans le comité. Toutefois, chaque participantE autour de la table s'est tour à tour expriméE de manière critique: « Il n'y a plus de projet commun au Québec », « Les politiciens n'agissent que pour leur propre intérêt et celui des puissants et des possédants » ou encore « La politique de ligne de parti est un piège. »

Cependant, il y avait unanimité autour de l'idée que le cynisme ambiant ne doit pas nous paralyser, mais nous encourager à « nous autoriser à être citoyenNEs et à prendre notre place ».

Dès le début de la campagne, le ridicule du cirque politique s'est imposé aux yeux du groupe. Les querelles et les controverses ont pris le dessus sur les questions de fond et la question fondamentale de la lutte à la pauvreté a été occultée par les trois principaux partis. Le comité aurait préféré entendre parler de logement social, de mesures à l'aide sociale, de financement des organismes communautaires, de transport en commun et d'aide financière aux études, la prise en compte de ces enjeux étant essentielle à une lutte efficace contre la pauvreté.

Faire face à la nouvelle donne politique

Après les élections, le comité s'est réuni afin de discuter des résultats. Pour lui, la perspective de vivre avec un gouvernement minoritaire comporte certains aspects positifs. De nouvelles possibilités s'ouvrent sur la manière de faire un travail d'influence sur les éluEs. Le gouvernement aura davantage de difficultés à gérer l'agenda politique et de ce fait, notre travail avec les partis d'oppositions aura une plus grande importance

stratégique. Cependant, il faut rester vigilant face à une possible alliance des droites, qui considérerait que la lutte à la pauvreté se résume à « faire la lutte aux pauvres ».

Le comité a également discuté de l'absence à l'Assemblée nationale de petites formations qui portent des alternatives politiques. Pour remédier à cette situation, il serait temps de mettre en marche une réforme du mode de scrutin qui permettrait une plus juste représentation des formations politiques qui obtiennent des votes aux

élections. Cette réforme ne pourrait que stimuler la pluralité des idées en chambre et, par conséquent, la démocratie.

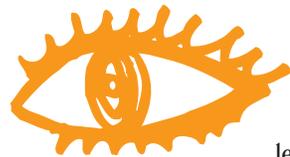


Suite en page 2



Suite de la page 1

Par ailleurs, il est de mauvais augure d'avoir une Assemblée nationale constituée de trois partis politiques qui n'ont pas fait de la lutte à la pauvreté un enjeu prioritaire lors de la campagne. Déjà les mesures proposées ou annoncées pendant et après la campagne sont susceptibles d'empirer la situation des personnes au bas de l'échelle: qu'on pense à l'idée saugrenue de remettre au travail 25 000 personnes assistées sociales sur une période de neuf mois avec le seul objectif de faire des économies; de même, les baisses d'impôt de 700 millions de dollars, annoncées au cours de la campagne électorale, constituent une mesure qui augmente les écarts et profite aux classes plus favorisées. Les partis politiques font tout ce qui est en leur pouvoir pour charmer les payeurEs d'impôt et laissent en plan une grande partie de la population qui vit dans la pauvreté et la précarité.



Des pistes d'action

Le comité croit que l'information est le principal levier à promouvoir pour contrer la montée de la

droite néolibérale et néoconservatrice: il faudrait un immense travail d'éducation populaire, civique et politique, qui s'adresserait à tout le monde et spécialement à la classe moyenne, sensible aux discours des partis qui offrent une analyse simpliste des enjeux liés à la lutte à la pauvreté. Pour ce faire, les groupes communautaires devraient développer une analyse et un discours socioéconomique démontrant que la participation des personnes en situation de pauvreté à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des mesures qui les concernent est une garantie de changement social durable pour l'ensemble de la société québécoise.

Pour atteindre la cible inscrite dans la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* qui prévoit que le Québec rejoigne d'ici 2013 les pays industrialisés où il y a le moins de personnes en situation de pauvreté, il faut travailler *ensemble, autrement*: construire un Québec riche de tout son monde. Il faut cesser de penser que les personnes en situation de pauvreté ne sont pas des « contribuables ». Au-delà des contributions financières et matérielles, il y a les contributions sociales et citoyennes qui enrichissent quotidiennement et à plus long terme touTES les citoyenNES du Québec. 🌱

Pas d'éclipse pour la Loi

L'élection du 26 mars dernier a amené à l'Assemblée nationale plusieurs nouveaux et nouvelles éluEs. Dans les prochaines semaines, le Collectif enverra une lettre à touTES les députéEs pour leur apprendre ou leur rappeler qu'une Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale a été adoptée à l'unanimité en 2002 et qu'elle a pour objectif que d'ici 2013, le Québec devienne une des nations industrialisées où il y a le moins de personnes pauvres.

Le Collectif demandera également une rencontre avec le ou la ministre responsable de la lutte à la pauvreté et les porte-parole des partis de l'opposition pour examiner ce qu'il est urgent de faire pour avancer vers l'objectif de la Loi ainsi que les possibilités de collaboration des partis sur cette question au-delà des rivalités partisanes. Un atelier préparatoire à cette rencontre aura lieu au cours de l'événement **ENSEMBLE, Autrement!** où, à l'image de la préparation des déjeuners avec les parlementaires, les personnes présentes traceront les grandes lignes du message que les personnes en situation de pauvreté iront porter aux décideurEs politiques.

Sortir de la pauvreté

Par ailleurs, selon la Loi, le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale doit remettre au ou à la ministre responsable, en octobre 2007, des recommandations concernant les cibles de revenus à atteindre et une prestation minimale pour l'aide sociale. Par la suite, le ou la ministre responsable a un an pour prendre les décisions pertinentes. Dans ce cadre, la démarche du Collectif sur la couverture des besoins et la sortie de la pauvreté a une grande importance : les résultats de cette vaste consultation populaire pourraient influencer tant les recommandations du Comité consultatif que les décisions de la ministre.

Urgence, toujours

Il appartient au Collectif, avec son réseau, de porter fermement auprès des décideurEs la volonté populaire de sortir de la pauvreté. Les conditions de vie intenable, notamment des personnes seules à l'aide sociale et des travailleurEs à faible revenu, en font une urgence. 🌱



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165 de Carillon, local 309, Québec, Qc, G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca